

**Convention collective départementale**

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(EURE-ET-LOIR)**

**(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,  
*Journal officiel* du 25 janvier 1980)

**ACCORD DU 27 FÉVRIER 2009  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE**

NOR : *ASET0950437M*

IDCC : 984

Entre :

L'UIMM d'Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit dans le prolongement des dispositions figurant à l'article 14 de l'accord national du 26 février 2003 relatif à la sécurité et la santé au travail.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux entreprises dont l'activité relève du champ d'application professionnel et territorial de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes d'Eure-et-Loir.

**Article 2**

*Prévoyance complémentaire*

L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée à la publication de son arrêté d'extension. Si l'extension intervient avant le 1<sup>er</sup> juillet, le présent

accord entrera en vigueur à cette date du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Si l'extension intervient postérieurement, le présent accord entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension. A cette date l'employeur mettra en place, en faveur des mensuels ayant plus de 1 an d'ancienneté qui ne bénéficient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, un régime de prévoyance comportant prioritairement une garantie décès.

Cette garantie décès devra inclure le versement d'un capital en cas de décès ou, en anticipation, en cas d'invalidité de 3<sup>e</sup> catégorie reconnue par la sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge.

L'employeur consacrera à ce régime, pour chaque salarié visé au premier alinéa ci-dessus, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année complète de travail, à 0,30 % du montant de la RAG du mensuel « Administratif ou technicien » classé au coefficient 215. Cette cotisation sera calculée sur la base de la RAG en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle sera réduite *pro rata temporis* pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'imputera sur toute cotisation affectée par l'employeur à un régime de prévoyance, quel qu'il soit, existant dans l'entreprise.

Les parties signataires du présent accord recommandent aux entreprises, sans que cela présente un caractère obligatoire, d'examiner, à l'occasion de la mise en œuvre du présent accord, les possibilités complémentaires à ce régime minimum.

### **Article 3**

#### *Clause de suivi*

En cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendrait inapplicables les dispositions du présent accord, des négociations s'ouvriraient à l'initiative de la partie la plus diligente afin d'examiner les possibilités d'adapter le présent accord à la situation nouvelle ainsi créée.

Par ailleurs, il est convenu que les signataires du présent accord se rencontreront au terme des 6 mois de mise en œuvre de l'accord afin de faire le point.

### **Article 4**

#### *Dépôt*

Le présent avenant, établi conformément aux articles L. 2232-5 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Fait à Chartres, le 27 février 2009.

(Suivent les signatures.)